



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale de la protection
des populations

=====

Service protection de l'environnement

=====

Affaire suivie par : Françoise CHAVET
Tél. 04.56.59.49.34

Grenoble le

30 SEP. 2011

Arrêté complémentaire n° 2011273-0044
LE PREFET DE L'ISERE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le livre V ;
- VU le code minier ;
- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 pris pour l'application du code de l'environnement ;
- VU les décrets n° 2006-665 du 07 juin 2006 et n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatifs aux nouvelles commissions des carrières ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 05 mai 2010 ;
- VU l'arrêté interministériel du 01 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 91-2223 du 15 mai 1991 autorisant la société CARRIERES DE COURTENAY à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de COURTENAY ;

- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-8403 du 23 novembre 1999 autorisant l'installation de traitement de matériaux (déclaration) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2008-06202 du 16 juillet 2008 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société BMRA point P ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-04079 du 25 mai 2010 modifiant les conditions de réaménagement du site ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011027-0009 du 27 janvier 2011 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société PL FAVIER ;
- VU la demande de la société P.L. FAVIER en date du 22/02/2011 complétée le 15 avril 2011 ;
- VU l'avis exprimé de la municipalité de COURTENAY du 27/01/2011 et du 21/04/2011 ;
- VU l'avis de la DDT du 16/06/2011 ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 août 2011 ;
- VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières en date du 22 septembre 2011

CONSIDERANT que dans le cadre de la remise en état du site, cette installation soumise à autorisation nécessite l'adoption de prescriptions complémentaires, conformément aux dispositions de l'article R 512-31 relatif aux installations classées

CONSIDERANT que les conditions de réaménagement prévues dans le présent arrêté dont l'objet consiste dans la modification des conditions de remise en état de la carrière de « Roche grande Terre » à Courtenay ne sont pas de nature à contrarier la protection des intérêts visés à l'article L 511 du code de l'environnement, notamment la protection de la nature et de l'environnement

CONSIDERANT qu'un projet de l'arrêté d'autorisation a été adressé au pétitionnaire le 23 septembre 2011 afin de recueillir son avis,

CONSIDERANT l'accord de la Société PL FAVIER formulé par mail du 29 septembre 2011, concernant le projet soumis pour avis

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE

Article 1 : Modification

L'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n° 91.2223 du 15 mai 1991 et l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-04079 du 25 mai 2010 sont modifiés comme suit :

« Les parcelles 102p,110p,330p d'une superficie totale de 45 490 m² seront réaménagées sous forme de plate-forme technique « installation-stockages-pistes ».

Article 2 : Abandon

L'abandon est prononcé sur les parcelles suivantes : 101,102p,103,104,110p,330p,section B 169 section AH d'une superficie de 108 388 m² (conformément à l'AP du 25 mai 2010 et au plan de réaménagement complémentaire du 15 avril 2011).

Article 3: Délais et voies de recours :

En application des articles L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement ,cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de GRENOBLE.

- Par l'exploitant ou le demandeur **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification
- Par les tiers, personnes physiques ou morale, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnées aux articles L211-1 et L511-1 **dans un délai d'un an** à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 4 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de COURTENAY pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Direction départementale de la protection des populations de l'Isère (service protection de l'environnement) le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

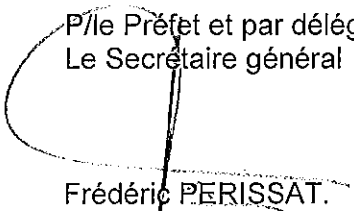
Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

Article 5 : Exécution

- Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Isère
- Monsieur le Sous-Préfet de La Tour du Pin
- Monsieur le Maire de COURTENAY
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement RHONE ALPES, chargé de l'inspection des installations classées
- Monsieur le Délégué territorial départemental de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes
- Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles
- Monsieur le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant

P/le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Frédéric PERISSAT.